

Programme en dix points pour les cent jours du Sursaut Français (S.F.) – mai 2022



Par Lucien Samir Oulahbib

1. S'il est encore présent, suspension immédiate jusqu'à sa mise au rebut dudit « passe sanitaire » avec mise au point d'un renforcement en urgence du service de santé (traitements précoces, services spécialisés) sous la direction de Christian Perronne, Didier Raoult, Alexandra Henrion-Caude, Martine Wonner, Laurent Toubiana, Jean-François Toussaint (liste non exhaustive).
2. Mise sur pied immédiate (fin mai) de deux commissions parlementaires : l'une pour évaluer les urgences et les moyens d'y remédier en matière de santé, l'autre dite de « renforcement, réveil et sursaut national » (sécurité, justice, économie, enseignement, défense). Ces deux structures auront trois mois (juin, juillet, août) pour donner non pas seulement un constat, mais des axes d'action afin que dès septembre l'action du Gouvernement s'en enrichisse.
3. Car pendant ce temps ce dernier ne chôme évidemment pas :
 - suspension des impôts de production pour les petites et moyennes entreprises et ETI,
 - suspension des mises en faillite et liquidation ;
 - pression sur le système bancaire, sous la direction de la Caisse des Dépôts et Consignation (qui pourra lever un grand emprunt pour ce faire) pour qu'il réévalue sa politique de prêt,
 - évaluation (et éventuellement élaboration) de dispositions juridiques visant à ce que les aides économiques aillent en priorité aux petites et moyennes entreprises, en particulier lorsqu'elles s'installent dans les « déserts socio-économiques » et « quartiers dits chauds »,
 - mise sur pied d'une collaboration mixte assurances, mutuelles, sécurité sociale, pour diminuer fortement les cotisations sociales qui pèsent sur les PME, ETI et salariés, et grèvent leur compétitivité en particulier à l'international.
 - Mise en demeure à ce qu'il n'y ait pas de dumping social au sein de l'UE et à ses frontières.

Politique de la chaise vide, mise sur pied de taxes compensatrices si ce n'est pas tenu compte.

4. [Mesures écologiques]

- Diminution significative des taxes sur l'essence, gasoil, etc.,
- moratoire sur les éoliennes,
- arrêt du démantèlement de Fessenheim,
- arrêt de la hausse des tarifs électriques et gaziers,
- renforcement de l'indépendance énergétique par l'évaluation effectuée par une équipe indépendante du quasi-sabotage actuel opéré contre nos centrales nucléaires d'ancienne et nouvelle génération, nos industries (automobiles, hautes technologies)
- évaluation et remise à niveau de toute la politique dite de « transition énergétique »,
- renforcement des coopérations interrégionales,
- développement réel des ports français,
- fin des monopoles syndicaux.

5. Mise en demeure des grands groupes de transport numérique qu'ils lèvent toute censure sous peine d'être eux-mêmes suspendus.

6. Pluralité et équité imposée aux chaînes d'information publiques ET privées sous peine de perdre leur accréditation et évaluations des subventions octroyées aux organes de presse.

7. Suspension du regroupement familial effectué par des résidents légaux, mais non français (carte de séjour, même de dix ans) et suivi renforcé de la donation en matière d'allocations familiales, droit au logement, sécurité sociale, retraites (en s'appuyant sur les travaux de Charles Pratz, entre autres).

8. Discussion avec l'UE et l'ONU pour que les déboutés asilaires soient immédiatement et convenablement installés dans des endroits *salubres* financés par ces deux structures. En cas de refus, la France opère la politique de la chaise vide, se retire de toutes les instances humanitaires tant que ce problème n'est pas réellement pris en main par ladite « Communauté internationale ».

9. Sans attendre les mesures qui seront préconisées par les deux commissions parlementaires, renforcement d'une politique familiale en proposant une allocation dès le premier enfant, une aide également physique à domicile pour les personnes élevant seules un enfant comme aller le chercher à l'école, l'aider à faire ses devoirs (renforcer l'apprentissage du français). Proposition également de conseils et d'aides pratiques pour que toute jeune femme hésitant entre vie professionnelle et vie familiale ne se sente pas obligée de mettre à plus tard celle-ci en opérant par exemple des avortements dits (officieusement) de « confort »...

10. [Géopolitique et échanges internationaux]

- Suspension des interdictions d'échanges commerciaux avec la Russie,
- accroissement de la coopération avec le Royaume-Uni,
- pression sur l'Iran pour qu'il accepte le fait israélien en échange de son désir de se doter d'un nucléaire civil ;
- amorce de discussion bilatérale avec la Chine sur divers points cruciaux ;
- organisation pour ce faire, et plus généralement, d'une réelle réévaluation des approches en matière de politique étrangère (défense incluse) *faite directement sous la direction de la Présidence de la*

République afin que ladite « politique arabe de la France » (mais aussi africaine) soit enfin réévaluée, y compris pour comprendre ce qui s'est réellement passé en 1947 lors du conflit judéo-arabe dont les effets ont des conséquences sous-estimées dans la recrudescence de l'antisémitisme ;

- ce qui passera déjà par un rééquilibrage de l'enseignement historique en la matière, sans oublier une analyse de la présence dite « culturelle » des influences étrangères, avec moratoire lorsque le culturel et le culturel sont mélangés et lorsque la présence de l'égalité homme/femme n'y est pas probante ;
- renforcement de la présence française dans le Pacifique,
- coopération avec le Vietnam, Laos, Cambodge, Indonésie ;
- réévaluation de la présence française au sein de l'OTAN et au sein de l'ONU et de toutes les instances internationales (en s'appuyant sur les travaux de la Commission ad hoc, point 2).

S'opère ici une tactique dite de brise-glaces ou poussée en quinconce (sous forme de flèche avec protection sur les hauteurs opérée par le Président) qui brise comme son nom l'indique les obstacles au fur et à mesure et non pas d'un coup ; ce qui nécessite bien sûr de faire des trouées (les mesures prises par le Gouvernement en interaction avec un Parlement non godillot) et lorsque le flottement lié aux fissures apparaît, glisser dans l'une d'elles et pousser de toute l'inertie possible, faire acte de pesanteur avec tout l'art diplomatique d'usage, art premier en France (autrefois). Le « coût » budgétaire sera évalué à partir des travaux des deux Commissions parlementaires.

Ce qui nécessite des Stratèges, des Incorruptibles aussi... Et puis, au 101^e jour et sur la base des travaux de la seconde commission, il faudra renforcer, soulager, élaguer les Institutions...

Vaste programme !